

Pour une vie associative citoyenne indépendante : principes et idées de l'AEST

Trente ans déjà. C'est en 1979 qu'a été créée l'ancêtre de notre association actuelle sous le titre « Association Ecologique du Lochois de coopération et de Défense des Consommateurs » dont l'objet était : « L'information de la population du Lochois sur l'écologie. » A l'époque, ce mot signifiait « habiter raisonnablement le monde » et non mœurs politiciennes pour accéder à un carriérisme professionnel-politique et pratiquer un parasitisme du mouvement associatif, bref, pour trouver un ascenseur vers le firmament du pouvoir politique.

Nous étions utopistes, d'abord parce que, partageant les valeurs républicaines « Liberté, Egalité, Fraternité », nous refusions un monde inégalitaire, où la « modernité » impliquait l'individualisme, l'esprit de compétition dès l'enfance, le productivisme sans souci des conséquences environnementales, l'idéologie de la performance individuelle par la recherche du profit à court terme et par l'ascension-arrivisme dans la société du spectacle politique, « le bling-bling » devenu le symbole de la réussite contemporaine.

Nous étions utopistes, aussi parce que nous pensions naïvement que des solutions technologiques simples existaient. Le solaire, l'éolien devaient remplacer le nucléaire balbutiant. Depuis, nous avons découvert la complexité des solutions énergétiques et la récupération de nos rêves par des industriels, pollueurs patentés, métamorphosés en industriels et spéculateurs verts, dépollueurs bienfaisants et tout aussi profit-eurs.

Notre angoisse face aux risques du nucléaire et du cadeau empoisonné aux générations futures des déchets radio-actifs a anesthésié notre esprit critique vis à vis des solutions alternatives que nous avançons aussi pour notre confort moral : nous avons des solutions et ça nous rassurait. Par exemple, l'étude, sans tabou de l'éolien industriel, nous a fait découvrir une technologie peu performante, des pollutions par le CO2 induites par les centrales thermiques compensatrices des variations de leur activité, des nuisances intolérables pour les habitants, l'impact massif des concentrations des ZDE sur les paysages et une arnaque spéculative contraire à notre éthique. (voir nos textes) Il en fut de même pour les bio-carburants et autres solutions alors mal évaluées. Depuis, la sensibilisation de la population a progressé y compris à partir d'initiatives contre-versées comme le Grenelle de l'environnement, le film de Al Gore ou les émissions nombrilistes à grand spectacle de N. Hulot ou Y. Arthus Bertrand, mais aussi par les contributions argumentées des associations environnementales et de leurs fédérations régionales et nationales à la recherche de solutions réalistes aux problèmes environnementaux.

La réflexion a gagné en transdisciplinarité. Les débats économiques sur la croissance zéro, le développement soutenable ou durable, la décroissance ont rejoint l'interrogation des sciences humaines sur les origines historiques et les conséquences civilisationnelles des techniques de production et ont contribué à une réflexion philosophique et éthique. La prise en compte des interactions entre les activités humaines à l'échelle mondiale a fait prendre conscience de la complexité des questions environnementales et a obligé les associations à élargir leur réflexion du local au global, de la recherche de solutions concrètes à l'interrogation morale : « **est-ce que nos actes, nos projets personnels et collectifs sont compatibles avec une vie authentiquement responsable et avec la protection de la planète ?** »

En même temps, elles sont confrontées aux stratégies des différentes forces économiques et politiques qui rivalisent en verdeur. Même dans la publicité, l'esthétique du corps féminin dénudé cède la place au label « Bio ». Ne fermons pas les yeux de façon par trop angélique, nos activités environnementales les intéressent.

Aussi est-il nécessaire que le mouvement associatif se positionne nettement et que sans complexe, il affirme sa philosophie, son indépendance idéologique et son autonomie organisationnelle.

L'esprit critique doit être notre outil quel que soit le sujet d'étude ou quelle que soit notre activité.

La lucidité est un challenge difficile :

Nous devons être vigilants vis à vis de toutes les sirènes :

l'accommodation, la manipulation des consciences par les médias :

La puissance des médias est une menace pour la liberté de penser et la démocratie, non seulement parce qu'ils détiennent le pouvoir de sélectionner, de filtrer les informations, mais aussi parce qu'ils modèlent, formatent les mentalités par l'utilisation d'une « novlangue », mystification linguistique mise au point par les propagandistes des systèmes totalitaires dans la 1^{ière} moitié du 20^e S, composée de mots qui recouvrent une réalité contraire à leur sens originel (par ex peuple, signifiant, en fait, caste bureaucratique des privilégiés) Cette technique a révélé sa redoutable efficacité pour anesthésier les esprits. Les « ingénieurs des âmes » sont d'autant plus persuasifs qu'ils prétendent être la « voix du peuple », de l'intérêt général.

Ce conditionnement a été fort bien décrit le 12-12-2004 par Patrick Le Lay PDG de TF1 : « Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est à dire de le divertir pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est *du temps de cerveau humain disponible*. » Nous sommes prévenus, ce n'est pas dans les médias, propriétés d'industriels que nous aurons des informations fiables sur les nuisances.

Subissant cette lobotomie audiovisuelle, il nous faut faire un effort pour ne pas nous accommoder à ce « prêt à penser » et pour cela, il faut dénicher chercher des informations contradictoires, les évaluer. Notre système éducatif prépare-t-il élèves et étudiants à ce difficile exercice du doute critique ? Les citoyens et leurs élus ont-ils cette culture de l'autonomie de la pensée et de la prise de décision ? A nous d'y contribuer.

le messianisme des « nouveaux partisans » :

Le bourrage de crâne médiatique ne vaccine pas contre d'autres manipulations mentales insidieuses.

Le contexte de crise financière, économique, sociale est créateur d'angoisses compréhensibles, d'indignations justifiées devant le cynisme et l'immoralité des spéculateurs et des dirigeants d'entreprises aux revenus indécents mais il est aussi pourvoyeur d'idéologies nihilistes encourageant la violence individuelle, justifiant les actes de sabotage et même les pratiques terroristes de religieux et de nationalistes fanatiques soi-disant opposés au « système » et donc considérés comme des alliés.

La pensée « anti » devenue « alter » reprend les mêmes méthodes de manipulation des foules au nom d'un « politiquement correct » définis par de nouveaux « Sauveurs Suprêmes », bateleurs prisés des plateaux de télévision, tentant de se créer un potentiel de groupies-électeurs à partir d'actions spectaculaires de « désobéissances civiles » habilement médiatisées. La « novlangue » de ces « nouveaux partisans » utilise les insatisfactions, le refus de la société de consommation, la mauvaise conscience occidentale, la compassion victimaire vis à vis des populations subissant la faim et des conditions de vie horribles pour diffuser une culpabilité dont on ne peut se « dépolluer » qu'en se ralliant à une mystique de l'action directe permanente, à une métaphysique de la rédemption par de bonnes actions pour les plus démunis ou pour « Sauver la Planète ». Ce nouvel impératif catégorique a un double objectif : resserrer les rangs et imposer la nécessité de les reconnaître comme Porte-Parole d'une idéologie « anti » ou « alter » fluctuante selon les modes médiatiques mais qui par ses dogmes et ses impératifs culpabilisants d'actions spectaculaires constitue une nouvelle fausse conscience qui laisse peu de place à la pensée critique. La stratégie a été rôdée par les « nouveaux partisans » maoïstes après 1968 : les actions-provocations illégales entraînent la répression qui permet de se poser en victimes et d'occuper la scène médiatique pour élargir le recrutement...et la popularité des chefs...l'histoire se répète.

Les stratégies de l'affrontement ont surtout pour objectif de rendre les stratèges indispensables et de les imposer comme « leaders d'opinion » en vue de carrières politiques. L'action remplace la réflexion et elle justifie la naissance d'une nouvelle bureaucratie de la contestation et l'émergence d'une nouvelle caste politique : les tribuns verts qui décrètent les slogans du jour ou les coups d'éclat médiatiques pour occuper en continu la scène du spectacle médiatique et continuer à exister.

Aujourd'hui, chaque tribun lave plus vert que son Ami mais néanmoins rival dans la course pour le leadership des grandes manœuvres électorales. Il n'y a pas beaucoup de places dans l'ascenseur qui élève vers la profession d'élus politique national ou européen !

non au parasitisme de associations par des Guides prétendant apporter la Conscience au milieu associatif au nom de la supériorité de « l'intellectuel collectif » qu'incarne leur chapelle politicienne. Nous ne sommes pas dupes du nominalisme naïf qui consiste à s'autoproclamer Tribun en accaparant un mot à la mode : écologie, vert, demain décroissance et en exigeant d'en être reconnu comme Porte –Parole –Patenté.

Dans notre région, nous assistons à trois stratégies :

- à un entrisme de militants politiques dans les associations pour y faire du prosélytisme
- à la tentative de s'imposer, en temps que partis ou associations politiques, comme partenaires obligés dans des regroupements d'associations environnementales
- à la création de pseudo-associations-citoyennes « faux-nez » de partis politiques et qui se transforment en collectifs électoraux le moment venu.

Il y a aussi des « chevaliers à la triste figure » en rupture de ban partidaire qui traînent leur rapière idéologique bien émoussée à la recherche d'une cause leur permettant d'être reconnus comme « experts indépendants » ou conseillers égocrates par le mouvement associatif.

Nous ne cautionnons pas ces diverses stratégies d'infiltration et de subordination du mouvement associatif.

Nous ne participons qu'à des relations entre associations partageant la même conception de la nature spécifique du mouvement associatif :

Le champ et le temps associatifs ne peuvent pas dépendre des objectifs et des manoeuvres politiciennes. Ils traversent, transcendent et débordent les partis politiques. Préserver la planète et les conditions de vie des humains ne peut être l'apanage de ces derniers. Nous n'avons pas à culpabiliser parce que nous n'avons pas « un programme-réponse-à –tout.

L'associatif fait partie de l'espace public puisqu'il a pour objet le bien commun et comme projet la préservation du cadre local de vie. Il contribue au lien social, par le dialogue, la recherche de convergences pour trouver des consensus raisonnables dans l'étude de solutions concrètes, contrairement à la politique électoraliste qui se doit de diviser pour attirer le maximum d'électeurs et dont la logique de la rivalité pour les suffrages conduit à consacrer l'essentiel du temps à dénigrer et à disqualifier ceux qui sont les plus proches donc les plus rivaux et ceci également entre « amis » au sein d'un même parti. Voir les propos haineux entre courants internes d'une même organisation politique.

La mention de l'appartenance et de fonctions au sein d'une association dans les profession de foi ne peut pas être tolérée de la part de candidats à des élections. Il y a transgression de la différence de nature entre parti politique et association. Nous participons à titre personnel à la démocratie électorale et la démocratie associative reconnaît que tout adhérent peut être membre d'un parti, se présenter à des élections, du moment qu'il n'implique pas l'association, ne cherche pas à la noyauter ou à l'utiliser. Lors des élections municipales de mars 2008, certains adhérents figuraient sur des listes rivales sans que cette rivalité électorale n'affecte leurs relations conviviales au sein de l'AEST.

La laïcité évite les divisions communautaires et les guerres civiles inter-religieuses comme au Liban, en permettant la coopération des habitants en tant que citoyens. Elle suppose la reconnaissance de la différence d'opinion et une volonté de dialogue en vue de trouver des solutions raisonnées aux problèmes environnementaux qui concernent tous les habitants. Elle est l'antidote du fanatisme et du communautarisme.

Contrairement à l'adage « la peur est le début de la sagesse », elle est le terreau fertile des manipulations mentales en particulier lors des opérations mercantiles des « salons BIO » qui acceptent des « vendeurs d'illusions » proposant des solutions et des produits magiques pour nous préserver de toutes les maladies, nous révéler nos « vraies » personnalités, nous « coacher » pour faire éclore en nous un Humain Nouveau. Ce

parasitisme donne une image mystique qui brouille et décrédibilise l'image du Bio et des associations. L'organisation de manifestations doit écarter ces « marchands du Temple » et protéger la réputation des producteurs BIO.

Chaque association a ses caractéristiques qui font son originalité, sa spécificité. Aucune ne peut embrasser tous les problèmes de la planète, avoir un programme de réponses à tout.

L'AEST ne s'est jamais limitée à l'environnementalisme, à la protection des milieux naturels. Elle a toujours considéré que les conditions de vie, les façons de se nourrir et de se soigner, les relations humaines à tous les âges participent de l'écologie sociale. Ainsi, des initiatives sont prises sur des thèmes de santé publique : conférences sur « souffrir au travail », les dépendances et les toxicomanies...

Elle est d'abord un creuset convivial où la réflexion, sans tabou ni a priori, sur notre cadre et nos conditions de vie est motivée par la nécessité de proposer des solutions concrètes, des informations contradictoires à la population et aux élus.

Des adhérents peuvent éprouver le besoin de compléter leur engagement et de participer à d'autres structures plus activistes ou à des groupes de réflexion plus politisés mais ils doivent veiller à respecter les bases du consensus qui font la singularité et la qualité de chaque association.

Toutes les associations contribuent à l'animation de la vie publique que de nombreux citoyens ont abandonnée en tant qu'« électeurs déçus des mœurs politiciennes ». Cette diversité est une richesse qui doit être préservée. La coordination et l'entraide entre associations permettent à chacune de survivre en profitant de la mise en commun des moyens matériels et humains tout en conservant leur spécificité.

Cette ouverture aux autres évite aussi l'isolement, la désocialisation volontaire, l'esprit localiste qui se manifeste par le NIMBY : « pas dans mon arrière cour ». Certaines associations n'ont comme objectif que de repousser les nuisances chez les autres. Le cas des OGM en est une illustration. Certains proposent égoïstement de conserver à la France sa pureté sous prétexte de servir de témoin-référence pour les utilisations des OGM loin de nos frontières. Une autre tentation est le repli motivé par un besoin de relations fusionnelles unanimes, comme fut l'expérience des kibboutz. Ce repli risque d'éloigner de la citoyenneté, de l'implication dans le débat démocratique local et de laisser le champ libre à des dérives populistes.

Les associations doivent de plus en plus résister aux propositions de corruption des promoteurs : dans le but de les museler et de les asservir en leur proposant de les associer à leurs montages financiers, en leur commanditant de pseudo études d'impact de leurs projets, en les intégrant à des commissions d'étude ou de suivi, en leur attribuant des dons généreux.

Les associations qui choisissent de préserver leur indépendance en refusant d'être prise en tenaille entre les différentes forces qui voudraient les asservir ont une base commune essentielle pour travailler ensemble. Elles ne peuvent être efficaces que si elles s'unissent et mettent en commun leurs énergies et leurs compétences pour proposer des analyses approfondies et des propositions irrécusables, faisant référence. Nous adhérons à plusieurs fédérations nationales parfois rivales pour obtenir des informations contradictoires à partir desquelles nous pouvons construire notre propre conviction et apporter aux élus débordés par les tâches administratives et, souvent, trop confiants en des commerciaux qui se présentent à eux comme des techniciens, des ingénieurs, des informations pertinentes.

La constitution d'une « Fédération Eco-citoyenne » régionale ouverte à toutes les associations qui pratiquent une indépendance non négociable vis à vis des mouvements politiques est une nécessité urgente. Les différences et les divergences entre associations ne sont pas plus importantes que celles qui existent naturellement au sein de chacune d'entre elles. Elles peuvent être une incitation à l'approfondissement des idées, un enrichissement réciproque au service du débat démocratique et pas un obstacle à l'indispensable coopération pour développer nos projets auprès des habitants, de leurs élus et des services administratifs.